

Gelet op de wet van 19 december 2013 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 2014, budget 25, artikel 51 61 33 00 01;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, artikel 15, § 1, 4^o, c);

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Een toelage van drie duizend euro, aan te rekenen ten laste van artikel 51 61 33 00 01 van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, begrotingsjaar 2014, wordt toegekend aan de VZW « Stichting tegen Kanker », Leuvensesteenweg 479, 1030 Brussel (ondernemingsnummer : 873.268.432; IBAN : BE22 0689 0005 5347) om de organisatie van 24 feestelijke uren van Levensloop Bergen 2014 te ondersteunen.

Art. 2. De kosten van voornoemd project zullen aan de begunstigde terugbetaald worden naarmate de documenten ter staving van de personeelskosten en kosten in verband met het functioneren van de VZW « Stichting tegen Kanker » met uitzondering van investeringskosten, voorgelegd worden, uiterlijk vóór 31 maart 2015, aan het Directoraat-generaal Gezondheidszorg (Eurostation, Blok II, bur. 1E361, Victor Hortaplein, 40 bus 10, te 1060 Brussel), dit binnen de perken van het in artikel 1 vermelde bedrag.

Art. 3. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 april 2014.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

Vu la loi du 19 décembre 2013 contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014, le budget 25, article 51 61 33 00 01;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, l'article 15, § 1^{er}, 4^o, c);

Sur la proposition de la Ministre de la Santé publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Une subvention de trois mille euros, imputable à l'article 51 61 33 00 01 du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2014, est allouée à l'ASBL « Fondation contre le cancer », chaussée de Louvain 479, 1030 Bruxelles (numéro d'entreprise : 873.268.432; IBAN : BE22 0689 0005 5347) afin de soutenir l'organisation des 24 heures festives de Relais pour la vie Mons 2014.

Art. 2. Les frais afférents à l'exécution du projet précité seront remboursés au bénéficiaire au fur et à mesure de l'introduction des pièces justificatives relatives aux frais de personnel et de fonctionnement de l'ASBL « Fondation contre le Cancer » à l'exclusion des frais d'investissement, avant le 31 mars 2015, date limite, auprès de la Direction générale Soins de santé (Eurostation, Bloc II, bur. 1E361, place Victor Horta 40, boîte 10, à 1060 Bruxelles), à concurrence du montant mentionné à l'article 1^{er}.

Art. 3. Le ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 avril 2014.

PHILIPPE

Par le Roi :
La Ministre de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

[C - 2014/24288]

19 MAART 2014. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 oktober 1964 tot bepaling van de normen die door de ziekenhuizen en hun diensten moeten worden nageleefd. — *Rechtzetting*

In het *Belgisch Staatsblad* van 18 april 2014, derde uitgave, akte nr. 2014/24117, blz. 33779, moeten in de Franse tekst van artikel 1, 3^o, de woorden "Le médecin-chef du service de gériatrie" worden vervangen door de woorden "L'infirmier(ère) en chef d'une unité gériatrique".

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

[C - 2014/24288]

19 MARS 2014. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 octobre 1964 portant fixation des normes auxquelles les hôpitaux et leurs services doivent répondre. — *Avis rectificatif*

Au *Moniteur belge* du 18 avril 2014, troisième édition, acte n° 2014/24117, page 33779, les mots « Le médecin-chef du service de gériatrie » doivent être remplacés par les mots « L'infirmier(ère) en chef d'une unité gériatrique » dans le texte français de l'article 1^{er}, 3^o.

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204623]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 14 et 41;

Vu le décret du 13 mars 2014 modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement en ce qui concerne la dématérialisation de la déclaration, l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'avis 55.809/4 du Conseil d'Etat donné le 16 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

Article 1^{er}. L'article 67 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 67. La déclaration est établie au moyen du formulaire arrêté par le Ministre de l'Environnement.

A l'exception de l'envoi de la déclaration par voie électronique, la déclaration est établie en quatre exemplaires. »

Art. 2. L'article 68 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 68. A l'exception de l'envoi de la déclaration par voie électronique, trois exemplaires de la déclaration sont adressés à l'autorité compétente visée à l'article 14, § 1^{er}, du décret.

Le déclarant conserve une copie ou un exemplaire de sa déclaration sur les lieux de l'établissement ou à tout autre endroit convenu avec l'autorité compétente conformément à l'article 59 du décret. »

Art. 3. Dans l'article 69, alinéas 1^{er} et 2, du même arrêté, les mots « et au collège communal lorsqu'ils ne sont pas l'autorité compétente » sont insérés entre les mots « technique » et « et au fonctionnaire délégué ».

Art. 4. Dans l'article 70 du même arrêté, les mots « et au collège communal lorsqu'ils ne sont pas l'autorité compétente » sont insérés entre les mots « technique » et « et au fonctionnaire délégué ».

Art. 5. Dans l'article 71 du même arrêté, les mots « l'inscrit dans son registre » sont remplacés par les mots « et le collège communal l'inscrivent dans leur registre ».

Art. 6. Dans l'article 72 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o à l'alinéa 1^{er}, la deuxième phrase est remplacée par ce qui suit :

« Il est établi au moyen du formulaire arrêté par le Ministre de l'Environnement. »;

2^o dans l'alinéa 2, les mots « est signé et » sont abrogés.

Art. 7. L'article 73 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 73. Celles-ci lui envoient leur avis selon les formalités visées à l'article 176, § 1^{er}, du décret dans un délai de huit jours à dater de leur saisine. A défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus, l'avis est réputé favorable à la décision prise. »

Art. 8. Dans l'article 74 du même arrêté, les mots « du premier jour suivant la réception du recours » sont remplacés par les mots « du jour de la réception du recours ».

Art. 9. A l'article 75 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 1^{er}, les mots « du premier jour suivant la réception du recours » sont remplacés par les mots « du jour de la réception du recours »;

2^o dans l'alinéa 2, il est ajouté un 3^o rédigé comme suit :

« 3^o au fonctionnaire technique et au collège communal lorsqu'ils ne sont pas l'autorité compétente. »

Art. 10. L'annexe IX du même arrêté est abrogée.

Art. 11. L'annexe IXbis du même arrêté est abrogée.

Art. 12. L'annexe XI du même arrêté est remplacée par l'annexe du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le décret du 13 mars 2014 modifiant le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement notamment en ce qui concerne la dématérialisation de la déclaration entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2015.

Art. 15. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ANNEXE

ANNEXE XI

FORMULAIRE D'INTRODUCTION D'UN
RECOURS CONTRE UN PERMIS
D'ENVIRONNEMENT POUR UN
ÉTABLISSEMENT CLASSÉ

Cadre réservé aux services administratifs de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement	
Commune de dépôt du dossier en 1^{ère} instance	
Date d'envoi du recours	
Date de réception du recours au Département des Permis et des Autorisations	
Permis d'environnement <input type="checkbox"/>	Permis unique <input type="checkbox"/>
Références SYGED : D3000/	

Demandeur : (Nom de la personne qui a obtenu ou s'était vu refuser le permis)

.....

Permis d'environnement ou permis unique : (Mentionner l'autorité ayant statué)

.....

Formulaire à renvoyer à l'adresse suivante :

Service public de Wallonie

Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement

Département des Permis et des Autorisations

avenue Prince de Liège 15 5100 NAMUR (Jambes)

1. Identification de l'auteur de la requête**Cadre A. - PERSONNE PHYSIQUE**

NOM : Prénom :
 Profession :
 Rue : n° boîte
 Code postal : Commune :
 % : Fax : E-mail :@.....

Cadre B. - PERSONNE MORALE

Dénomination ou raison sociale :

 Forme juridique :
 Adresse du siège social
 Rue : n° boîte
 Code postal : Commune :
 % : Fax : E-mail :@.....
 Personne dûment habilitée à représenter la personne morale
 NOM : Prénom :
 Qualité :

2. Objet et références de l'acte attaqué

Permis d'environnement du / / délivré par (*).....
 Permis unique du / / délivré par (*)
 Nature de la décision : octroi refus absence de décision(refus tacite)
 Nature de l'établissement :

(*) : CC (collège communal); FT (fonctionnaire technique); FT + FD (fonctionnaire technique + fonctionnaire délégué).

3. Intérêt de l'auteur de la requête**Justification**

.....

4. Moyens développés (liste non limitative)**4.1. EN DROIT**

.....
.....
.....
.....

4.2. EN FAIT

.....
.....
.....
.....

5. Droit de dossier & signature

Annexer au présent recours la preuve du versement - sur le compte 091-2150215-45 de le Département des Permis et des Autorisations - du droit de dossier de 25,00 € (copie du récépissé du versement ou de l'avis de débit).

Signature:

.....

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/204623]

15. MAI 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 14 und 41;

Aufgrund des Dekrets vom 13. März 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, was die Entmaterialisierung der Erklärung betrifft, Artikel 5;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des am 16. April 2014 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 55.809/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung***Artikel 1** - Artikel 67 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. 67 - Die Erklärung wird mittels des vom Minister für Umwelt bestimmten Formulars erstellt.

Mit Ausnahme der Einsendung des Formulars in elektronischer Form wird die Erklärung in vier Exemplaren erstellt."

Art. 2 - Artikel 68 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 68 - Mit Ausnahme der Einsendung des Formulars in elektronischer Form werden drei Exemplare der Erklärung an die in Artikel 14, § 1 des Dekrets erwähnte zuständige Behörde gerichtet.

Der Erklärungspflichtige bewahrt eine Abschrift oder ein Exemplar seiner Erklärung am Ort des Betriebs oder an jedem anderen mit der zuständigen Behörde vereinbarten Ort auf."

Art. 3 - In Artikel 69, Absätze 1 und 2 desselben Erlasses werden die Wörter "und dem Gemeindegremium, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt," zwischen die Wörter "dem technischen Beamten" und "und dem beauftragten Beamten" eingefügt.**Art. 4** - In Artikel 70 desselben Erlasses werden die Wörter "und dem Gemeindegremium, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt," zwischen die Wörter "dem technischen Beamten" und "und dem beauftragten Beamten" eingefügt.**Art. 5** - In Artikel 71 desselben Erlasses werden die Wörter "trägt der technische Beamte diese in sein Erklärungsregister ein" durch die Wörter "tragen der technische Beamte und das Gemeindegremium diese in ihr Erklärungsregister ein" ersetzt.**Art. 6** - In Artikel 72 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1, wird der zweite Satz durch Folgendes ersetzt:

"Er wird mittels des vom Minister für Umwelt bestimmten Formulars erstellt."

2° in Absatz 2 werden die Wörter "wird unterzeichnet und" außer Kraft gesetzt.

Art. 7 - Artikel 73 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 73 - Diese senden ihm innerhalb von acht Tagen nachdem sie befasst wurden ihr Gutachten gemäß den in Artikel 176, § 1 des Dekrets erwähnten Formalitäten. In Ermangelung der Einsendung des Gutachtens innerhalb der vorgesehenen Fristen wird das Gutachten bezüglich des gefassten Beschlusses als günstig angesehen."

Art. 8 - In Artikel 74 desselben Erlasses werden die Wörter "ab dem ersten Tag, der auf den Erhalt des Einspruchs folgt" durch die Wörter "ab dem Tag des Erhalts des Einspruchs" ersetzt.**Art. 9** - In Artikel 75 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden die Wörter "ab dem ersten Tag, der auf den Erhalt des Einspruchs folgt" durch die Wörter "ab dem Tag des Erhalts des Einspruchs" ersetzt;

2° in Absatz 2 wird ein Punkt 3° mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"3° an den technischen Beamten und an das Gemeindegremium, wenn es sich nicht um die zuständige Behörde handelt."

Art. 10 - Die Anlage IX desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.**Art. 11** - Die Anlage IXbis desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.**Art. 12** - Die Anlage XI desselben Erlasses wird durch die Anlage zum vorliegenden Erlass ersetzt.*KAPITEL II — Schlussbestimmungen***Art. 13** - Das Dekret vom 13. März 2014 zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, was die Entmaterialisierung der Erklärung betrifft, tritt am Tag des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses in Kraft.**Art. 14** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 2015 in Kraft.**Art. 15** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Mai 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

ANLAGE

ANLAGE XI

FORMULAR ZUR EINREICHUNG EINES
EINSPRUCHS GEGEN EINE
UMWELTGENEHMIGUNG BETREFFEND EINEN
EINGESTUFTEN BETRIEB

Der Verwaltung der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt vorbehaltenes Feld	
Gemeinde, bei der die Akte in erster Instanz eingereicht wird	
Einsendedatum des Einspruchs	
Eingangsdatum des Einspruchs bei der Abteilung Genehmigungen und Zulassungen	
Umweltgenehmigung <input type="checkbox"/> Globalgenehmigung <input type="checkbox"/>	
Referenzen SYGED : D3000/	

Antragsteller: (Name der Person, die die Genehmigung erhalten hat oder der sie verweigert wurde).....

Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung: (die Behörde angeben, die den Beschluss gefasst hat).....

Das Formular ist an folgende Anschrift zu richten:

**Öffentlicher Dienst der Wallonie, operative Generaldirektion Landwirtschaft,
Naturschätze und Umwelt**

**Abteilung Genehmigungen und Zulassungen, Avenue Prince de Liège 15 5100 NAMUR
(Jambes)**

1. Personalien des Einspruchserhebers

Feld A. - NATÜRLICHE PERSON

NAME: Vorname:
 Beruf:
 Straße: Nr. Briefkasten
 Postleitzahl: Gemeinde:
 % : Fax: E-Mail:@.....

Feld B. - JURISTISCHE PERSON

Bezeichnung oder Gesellschaftsname:
 Rechtsform:
 Anschrift des Gesellschaftssitzes
 Straße: Nr. Briefkasten
 Postleitzahl: Gemeinde:
 % : Fax: E-Mail:@.....
 Person, die ordnungsgemäß zur Vertretung der juristischen Person befugt ist
 NAME: Vorname:
 Eigenschaft:

2. Gegenstand und Bezugsdaten der angefochtenen Akte

Umweltgenehmigung vom / / ausgestellt durch (*).....
 Globalgenehmigung vom / / ausgestellt durch (*)

 Art des Beschlusses: Gewährung Ablehnung Kein Beschluss (stillschweigende
 Ablehnung) Art des Betriebs:

(*) : GK (Gemeindekollegium); TB (technischer Beamter); TB + BB (technischer Beamter + beauftragter Beamter)

3. Interesse des Einspruchserhebers

Begründung

4. Eingesetzte Mittel (nicht erschöpfende Auflistung)**4.1. IN RECHTLICHER HINSICHT**

.....
.....
.....
.....

4.2. IN TATSÄCHLICHER HINSICHT

.....
.....
.....
.....

5. Bearbeitungsgebühr & Unterschrift

Dem vorliegenden Einspruch bitte den Beleg der Überweisung - auf das Konto 091-2150215-45 der Abteilung Genehmigungen und Zulassungen – der Bearbeitungsgebühr von 25,00 € beifügen (Abschrift der Quittung der Überweisung oder des Kontoauszugs).

Unterschrift:

.....

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 15. Mai 2014.

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204623]

15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 14 en 41;

Gelet op het decreet van 13 maart 2014 tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wat betreft de dematerialisatie van de aangifte, artikel 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het advies nr. 55.809/4 van de Raad van State, gegeven op 16 april 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Artikel 1. Artikel 67 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, wordt vervangen als volgt :

"Art. 67. De aangifte wordt opgemaakt d.m.v. het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu.

Met uitzondering van de toezending van de aangifte via de elektronische weg, wordt de aangifte in vier exemplaren opgemaakt."

Art. 2. Artikel 68 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 68. Met uitzondering van de toezending van de aangifte via de elektronische weg, worden drie exemplaren van de aangifte overgemaakt aan de bevoegde overheid bedoeld in artikel 14, § 1, van het decreet.

De aangever bewaart een afschrift of een exemplaar van de aangifte op de bedrijfszetel of op elke andere plaats overeengekomen met de bevoegde overheid krachtens artikel 59 van het decreet."

Art. 3. In artikel 69, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "en aan het gemeentecollege als ze geen deel uitmaken van de bevoegde overheid" ingevoegd tussen de woorden "ambtenaar" en "en de gemachtigd ambtenaar".

Art. 4. In artikel 70 van hetzelfde besluit, worden de woorden "en aan het gemeentecollege als ze geen deel uitmaken van de bevoegde overheid" ingevoegd tussen de woorden "ambtenaar" en "en de gemachtigd ambtenaar".

Art. 5. In artikel 71 van hetzelfde besluit worden de woorden "vermeldt hij ze in het aangifregister" vervangen door de woorden "vermelden hij en het gemeentecollege ze in het aangifregister".

Art. 6. In artikel 72 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid wordt de tweede zin vervangen als volgt :

"Daartoe wordt gebruik gemaakt van het formulier vastgelegd door de Minister van Leefmilieu".

2^o in het tweede lid worden de woorden "wordt ondertekend en" opgeheven.

Art. 7. Artikel 73 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 73. Die instanties sturen hun advies volgens de formaliteiten bedoeld in artikel 176, § 1, van het decreet binnen acht dagen, te rekenen van de datum van aanhangigmaking. Als het advies niet binnen de gestelde termijn wordt gezonden, wordt het geacht gunstig te zijn."

Art. 8. In artikel 74 van hetzelfde besluit worden de woorden "de eerste dag na de datum van ontvangst van het beroep" vervangen door de woorden "de dag van ontvangst van het beroep".

Art. 9. In artikel 75 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o in het eerste lid worden de woorden "de eerste dag na de datum van ontvangst van het beroep" vervangen door de woorden "de dag van ontvangst van het beroep";

2^o in het tweede lid wordt een punt 3^o toegevoegd, luidend als volgt :

"3^o de technisch ambtenaar en het gemeentecollege als ze geen deel uitmaken van de bevoegde overheid."

Art. 10. Bijlage IX bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 11. Bijlage IXbis bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. Bijlage XI bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 13. Het decreet van 13 maart 2014 tot wijziging van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, met name wat betreft de dematerialisatie van de aangifte, treedt in werking op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2015.

Art. 15. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

BIJLAGE

BIJLAGE XI

FORMULIER VOOR DE INDIENING VAN EEN
BEROEP TEGEN EEN MILIEUVERGUNNING
TOEGEKEND AAN EEN INGEDEELDE
INRICHTING

Vak voorbehouden aan de administratieve diensten van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu	
Gemeente waar het dossier in eerste instantie is ingediend	
Datum van verzending van het beroep	
Datum van ontvangst van het beroep bij het Departement Vergunningen en Machtigingen	
Milieuvergunning <input type="checkbox"/> Eenmalige vergunning <input type="checkbox"/>	
Referenties SYGED : D3000/	

Aanvrager: (Naam van de persoon die de vergunning verkregen heeft of wiens vergunning geweigerd werd)

.....

Milieuvergunning of eenmalige vergunning: (De overheid vermelden die beslist heeft)

.....

Formulier terugsturen naar volgend adres :

Waalse Overheidsdienst

Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu

**Departement Vergunningen en Machtigingen
avenue Prince de Liège 15 5100 NAMUR (Jambes)**

1. Identificatie van de auteur van het verzoek**Vak A. - NATUURLIJKE PERSOON**

NAAM : Voornaam:
 Beroep:
 Straat :nr.° bus
 Postcode :Gemeente:
 % :Fax :E-mail :@.....

Vak B. - RECHTSPERSOON

Benaming of Handelsnaam:

 Rechtsvorm:
 Adres van de maatschappelijke zetel
 Straat:nr.° bus
 Postcode :Gemeente:
 % :Fax :E-mail :@..... Persoon die
 behoorlijk gemachtigd is om de rechtspersoon te vertegenwoordigen
 NAAM: Voornaam:
 Hoedanigheid:

2. Voorwerp en referenties van de betwiste akte

Milieuvergunning van / / verleend door (*).....
 Eenmalige vergunning / / verleend door (*)
 Aard van de beslissing: toekenning weigering uitblijven van beslissing
 (stilzwijgende weigering)
 Aard van de inrichting:

(*) : CC (gemeentecollege); FT (technisch ambtenaar); FT + FD (technisch ambtenaar + gemachtigd ambtenaar).

3. Belang van de auteur van het verzoek**Rechtvaardiging**

.....

4. Ontwikkelde middelen (niet uitputtende lijst)

4.1. IN RECHTE

.....

4.2. IN FEITE

.....

5. Dossierrecht & ondertekening

Dit beroep moet vergezeld gaan van het stortingsbewijs – op de rekening 091-2150215-45 van het Departement Vergunningen en Machtigingen – van het dossierrecht van 25,00 € (afschrift van het stortingsbewijs of van het debetbericht).

Handtekening:

.....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,
 R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
 Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204652]

12 JUN 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 2013 fixant le cadre organique du personnel du pôle informatique de la Banque-Carrefour d'Echange de Données (BCED) en ce qui concerne le personnel affecté à la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication du Service public de Wallonie, Département des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée, les articles 77, remplacé par la loi spéciale du 16 juillet 1993 et 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Vu l'accord de coopération du 23 mai 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française portant sur le développement d'une initiative commune en matière de partage de données et sur la gestion conjointe de cette initiative;

Vu l'accord du Gouvernement de la Communauté française, donné le 12 juin 2014 en application de l'article 9 de l'accord de coopération du 21 février 2013 entre la Région wallonne et la Communauté française organisant un service commun en matière de simplification administrative et d'administration électronique dénommé e-Wallonie-Bruxelles Simplification, « eWBS » en abrégé;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 janvier 2014;

Vu l'avis favorable du Comité supérieur de Concertation du 31 mars 2014;